L'entrée, le maintien et la sortie de l'institution : itinéraire d'un adolescent handicapé de milieu ouvrier

*The entry, the maintaining and the exit of the institution: trajectory of a
working-class teenager with disabilities*

Fabien Deshayes

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4847>

DOI : 10.4000/rhei.4847

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 12 novembre 2019

Pagination : 141-154

ISBN : 978-2-7535-7844-9

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Fabien Deshayes, « L'entrée, le maintien et la sortie de l'institution : itinéraire d'un adolescent handicapé de milieu ouvrier », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 12 novembre 2021, consulté le 05 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4847> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4847>

Ce document a été généré automatiquement le 5 décembre 2022.

Tous droits réservés

L'entrée, le maintien et la sortie de l'institution : itinéraire d'un adolescent handicapé de milieu ouvrier

The entry, the maintaining and the exit of the institution: trajectory of a working-class teenager with disabilities

Fabien Deshayes

- 1 C'est un dossier ordinaire, constitué entre 1979 et 1987 au sein d'un institut de perfectionnement enfance (IPE) situé à proximité d'une grande ville normande, pour un jeune homme que nous appellerons Sébastien. Il contient 237 pages aux statuts et provenances divers : fiches d'état-civil, notes griffonnées à la va-vite, demandes de prise en charge de frais de transport, évaluations des facultés intellectuelles de l'enfant, fiches d'observation en atelier ou à l'internat, courriers de médecins à médecins, dessins tracés et lettres rédigées par l'enfant, etc. Ces documents sont ceux d'un temps où ordinateurs et imprimantes n'avaient pas encore envahi les bureaux. Un temps aussi où les écrits manuscrits avaient encore leur place dans les dossiers, et pour cause : les pièces du dossier ne sont alors accessibles qu'aux professionnels¹.
- 2 Les pièces du dossier ne sont pas rangées par ordre chronologique et la lecture s'ouvre sur la description d'un Sébastien adolescent, proche de la sortie de l'institution alors qu'il y est entré plusieurs années auparavant. Il en faut du temps pour remettre l'ensemble des pièces dans l'ordre et ainsi tracer une frise des événements biographiques et institutionnels les plus marquants. Une fois l'opération réalisée, tout n'est pourtant pas résolu, loin de là. D'une part, le quotidien de Sébastien n'est presque pas relaté. Il y a une raison à cela : dans les institutions avec hébergement, la vie quotidienne s'écrit dans les cahiers de transmission, qui traduisent les préoccupations du moment, les points d'attention, les embarras, les gestes accomplis pour faire face à une situation problématique². En leur absence, ces événements sont gommés ou retranscrits de façon synthétique dans les rapports officiels des professionnels, loin du

brouhaha des corps-à-corps avec les hébergés. D'autre part, les dossiers des professionnels sont loin d'être des objets unifiés. Au contraire, ils contiennent des énigmes, des informations et des hypothèses qui se durcissent puis se craquellent, des lectures variées d'un même événement. Le dossier d'une institution agglomère plusieurs couches d'écritures, chacune portant les préoccupations de leur scripteur – et de son métier.

- 3 Dans ce texte, je retracerai le parcours de Sébastien en suivant le regard de l'institution de prise en charge, avec ses nœuds d'inquiétude et son vocabulaire³. Dans cette enquête sur le dossier, je m'intéresse à la façon dont l'adolescent et sa famille sont institutionnalisés, c'est-à-dire saisis et façonnés dans des mots et dans des descriptions. Véritable machine à faire écrire, la prise en charge institutionnelle constitue les publics – et souvent leurs proches – comme des figures d'étrangeté, c'est-à-dire comme des individus appartenant à une communauté particulière qu'il s'agit d'examiner, d'évaluer, de comprendre et de transformer, autant par des actes que par des mots. La prise d'écriture sur autrui est, plus que toute autre activité sociale, une pratique qui contribue à créer de l'altérité, car elle est un espace routinier d'interprétation et de typification de tout un ensemble de comportements, d'attitudes, de façons de faire et de penser. L'analyse de ce processus d'institutionnalisation se fera en trois temps, en suivant trois moments où la pratique d'écriture s'est accentuée autour de Sébastien : son entrée, son maintien et sa sortie de l'institution ; autant de périodes où se formulent des modèles de pensée mais aussi des jugements sociaux et moraux.

Une famille ouvrière

- 4 Né en 1969, Sébastien est le cadet d'une fratrie de trois enfants. Au milieu des années 1970, ses parents, tous deux ouvriers dans le textile, se séparent. En 1979, le divorce est prononcé. Le dossier nous apprend que le père buvait exagérément et qu'il lui arrivait de frapper ses deux enfants aînés, mais pas Sébastien, parce qu'il était le « bézot », le petit dernier dans le parler normand. Quant à sa mère, Madame Marmin, elle a longtemps travaillé dans une usine textile de la ville où la famille habite. À en croire sa graphie balbutiante, on peut penser qu'elle a fait très peu d'études et qu'elle a précocement commencé le travail à l'usine.
- 5 Tentons de retracer l'univers familial immédiat, qui n'apparaît qu'en filigrane dans le dossier. Sans atteindre la densité du département du Nord, en Normandie, le textile représente jusqu'à la fin des années 1970 une part importante de l'industrie. Dans la ville des Marmin, au moins une usine emploie plusieurs centaines de personnes. Madame Marmin y occupait un poste d'embrocheuse, en charge de placer la bobine sur la broche. Durant ses dernières années d'exercice, elle a sans doute vu et vécu les changements qu'a connus le secteur : d'abord, les usines textiles ferment les unes après les autres, puisqu'entre 1965 et 1970, les effectifs sont passés de plus de 500.000 à 450.000 emplois, mouvement qui ne cessera de s'amplifier par la suite⁴. Au milieu des années 1970, Madame Marmin a probablement entendu parler de la fermeture de l'usine Blin et Blin d'Elbeuf, qui employait encore 660 personnes⁵. Ensuite, elle a vu se multiplier dans l'usine les postes de techniciens, d'ingénieurs et de cadres, tenus par des hommes alors que jusqu'à présent, leur présence était marginale⁶. Au moment de son arrêt de travail, on commence à avoir de moins en moins besoin des femmes, surtout sans qualifications et avec leurs seules mains comme force de travail. Et puis

son poste de travail, le bobinage, s'est lui aussi transformé, en raison de l'automatisation croissante. Avant, « les bobinoirs classiques nécessitaient de nombreuses interventions de la part de l'ouvrier : enlèvement du tube vide, embrocher la nouvelle bobine sur la broche de dévidage, effectuer la rattaché des deux bouts de fil après avoir trouvé le bout de la bobine en formation, abaisser la bobine en formation sur le tambour⁷ ». À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le travail change radicalement, puisque désormais, « le travail de l'ouvrier, dans son intervention directe sur la machine, se limite au remplissage des magasins de bobines de filature et à l'enlèvement des bobines croisées pleines avec la mise en place des cônes récepteurs vides⁸ ». Sans doute Madame Marmin a-t-elle fait les frais de ces bouleversements de l'industrie textile, qui ne cessera de décliner dans les années suivantes. Sans doute aussi a-t-elle souffert de son travail et il n'est pas exclu que son arrêt maladie, qui débute en 1978 et qui a pour cause une « affection neurologique⁹ », soit une conséquence directe des conditions de travail qui prévalaient dans l'usine.

- 6 Quant aux ressources économiques de la famille, à échéances régulières, le dossier apporte un éclairage, à travers des formulaires remplis par des assistantes sociales. Par exemple, en 1980, du fait de son arrêt maladie, Madame Marmin perçoit des indemnités journalières de la sécurité sociale (48,37 francs par jour, soit 1 451,10 francs par mois), beaucoup moins que le salaire minimum de l'époque, qui s'établit autour de 2 400 francs. La majeure partie de ses revenus provient des allocations familiales, perçues pour ses 3 enfants (1 537 francs par mois) et des allocations logement (660,60 francs par mois). Cumulés, les revenus s'élèvent à 4 386 francs par mois, pour des dépenses de logement qui s'élèvent 836 francs. Au total, une fois le logement payé, cela fait 887 francs par personne par mois en comptant Madame Marmin et ses trois enfants. La famille ne roule pas sur l'or, loin de là. Quant au domicile familial, s'il est d'abord fait état d'un appartement de type F4, quelques pages plus loin, une description vient jeter le trouble : « Les gens sont jaloux de sa grande maison. Elle veut changer de maison et habiter ailleurs.¹⁰ » Rien ne permet de trancher. Qu'une famille ouvrière ait occupé un pavillon, c'est plausible, puisque ce mode d'habitat n'a cessé de se répandre.
- 7 En 1978, Sébastien est victime d'un grave accident, renversé par une voiture près de chez lui. Le dossier indique qu'il a subi de graves séquelles : au cours d'un entretien avec un médecin, sa mère déclare qu'il a « 3 machins à la tête, le cœur, le bassin, les reins, rate éclaté, 7 mois à l'hôpital¹¹ ». Quelques années plus tard, en 1986, un autre médecin récapitule la situation de Sébastien : « a eu un accident il y a longtemps. Il avait 8-9 ans, il traversait une rue et une voiture l'a renversé. On l'a opéré du cœur, de la rate. Il a été « 2 ans » à l'hôpital. Il ne s'en souvient pas bien. ¹² » Les sept mois sont devenus 2 ans. Pour quelle raison ? En réalité, les deux années d'hôpital sont deux années dans un établissement de l'Aide sociale à l'enfance, près de la mer. Sébastien y a été placé par sa mère car, lit-on dans le dossier, « je n'avais pas de quoi leur donner à manger¹³ ». Un tel tableau retient notre attention : Madame Marmin, c'est une femme pauvre, disposant de faibles ressources, qui s'apprête à demander l'accueil de ses enfants dans une institution. Comment une telle demande, formulée par une mère de famille de ce milieu, est-elle alors accueillie par les professionnels ?

L'entrée à l'Institut de perfectionnement enfance : un placement ?

- 8 Début 1979, orientée par le médecin de famille, Madame Marmin se rend au centre médico-psychologique le plus proche où elle rencontre un médecin. Celui-ci reçoit ses deux enfants à part, à deux reprises, en mai et juin. Dans le dossier dactylographié de Sébastien, il écrit :

« Amené par la mère. Âge réel : 9 ans 10 mois. Niveau scolaire : nul, mis en CE1. Enfant en mauvais état général. Notion de 2 ans de séjour à l'aide sociale à l'enfance ("je n'avais pas de quoi leur donner à manger", dit la mère). Gros troubles articulatoires... mais global. Il n'articule pas. Il écrit avec la main gauche mais ignore les notions de droite et de gauche. Il est couvert de cicatrices multiples. Il semble avoir eu une péricardite¹⁴ opérée ? Anxieux, onychophage¹⁵. Il serait doux, amiteux avec sa mère au contraire de Régis. Faire niveau mental et revoir.

7/06/79 : revu avec mère. Résultat du niveau : Q.I.V. 62 P.I.P 79 Q.I.G 67 au WISC le 5.06.79¹⁶. Mère oligophrène¹⁷, langage pauvre. Elle est suivie par le D^r Bauer. Elle a un traitement régulier, si elle n'en prend pas, elle est **énervée**, et ne dort pas. À l'examen : gentil, souriant, coopérant mais très lent et débile. Anxieux, onychophage. Sous-alimenté ? Mère demande l'IPE pour lui et son frère Régis¹⁸. »

- 9 Madame Marmin est épuisée et ne sait plus comment faire avec ses deux fils, dont l'un au moins rencontre de sérieux problèmes. De l'autre côté du bureau, le médecin mène un travail d'étiquetage et de caractérisation du niveau mental de Sébastien. Il procède à des tests, désigne par des mots tout à la fois savants et de sens commun, cherche à définir quelle prise en charge serait la plus adaptée. Passée la porte du cabinet, Sébastien est devenu un cas, plus tout à fait un individu mais un être pour lequel il faut trouver l'institution adéquate en fonction de la caractérisation de ses problèmes.
- 10 À lire la description du médecin, on est frappé par la conception du handicap qui s'en dégage et qui fait de Sébastien un empilement de déficiences sans ressources ni capacités. Le regard du médecin n'est orienté que vers ce qui ne va pas et aucune compétence n'est repérée. Pourtant, loin d'être individuel, ce jugement résume l'ambiance sociale de l'époque, qui ne met alors que très peu l'accent sur les capacités des personnes, comme cela est devenu la norme aujourd'hui.
- 11 Sébastien n'est d'ailleurs pas seul au centre du diagnostic, puisque dans ce tableau, le portrait de sa mère – désignée comme « oligophrène » et ayant un « langage pauvre » – est essentiel. Comme presque toujours dans le diagnostic – qu'il soit médical, scolaire ou judiciaire –, ce n'est pas le seul patient qui en fait l'objet, mais aussi sa famille. On comprend que dans ce tableau, l'un ne va pas sans l'autre et que l'avis du médecin est en partie conditionné par ce qu'il perçoit de cette femme. Madame Marmin a-t-elle pris connaissance de ce tableau ? Cela paraît peu probable. La coupure est bien installée dans ces institutions. Et puis, le médecin l'a perçue comme très limitée, donc peu apte à être informée du contenu exact des évaluations.
- 12 Cette double évaluation – de l'enfant et de sa mère – fait pénétrer Sébastien dans une population spécifique, celle des « handicapés », à laquelle sont rattachés des institutions et des droits. La demande est rapidement acceptée et, dès la rentrée, les deux enfants sont placés à l'IPE situé à une dizaine de kilomètres de chez Madame Marmin. Sébastien et son frère Régis y sont admis en qualité de pensionnaires, au rythme de 5 jours par semaine, avec retour le vendredi soir chez leur mère. Là,

Sébastien est scolarisé avant d'intégrer les ateliers en 1983, à l'âge de 14 ans, comme c'est de coutume dans ces établissements.

Renouveler, convaincre

- 13 Des deux années qui suivent, nous ne disposons de presque aucun document concernant la vie quotidienne de Sébastien à l'IPE. Ce n'est qu'à ce terme que des documents relatant la prise en charge de Sébastien sont produits. Tous les deux ans en effet, l'équipe de l'IPE doit se prononcer sur l'opportunité de maintenir la prise en charge des jeunes accueillis, ce jusqu'à 18 ans, âge auquel la plupart d'entre eux peuvent prétendre intégrer un centre d'aide par le travail (CAT)¹⁹. Dans le dossier, on ne trouve aucune trace d'éventuels débats internes à l'équipe au sujet du maintien de l'accueil de Sébastien.
- 14 Tous les deux ans, donc, les professionnels rédigent un dossier dans lequel ils demandent une prolongation du séjour de Sébastien. Leur interlocuteur institutionnel est la commission départementale de l'éducation spéciale (CDES), instance créée avec la loi de 1975 sur le handicap²⁰. Composées notamment de divers spécialistes (directeurs d'établissements, psychologues, enseignants, assistantes sociales), ces commissions sont à la croisée du « droit impersonnel » et d'une instruction au « cas par cas²¹ ». Chaque demande y est étudiée, afin de juger si la prise en charge est justifiée, car le coût financier échoit à la Sécurité sociale. Il s'agit également de ne pas faire des lieux d'hébergement des structures de placement d'enfants que les parents pourraient utiliser à leur guise en fonction de leurs problèmes ou qui reviendraient pour les lieux d'hébergement à « enlever » les enfants à leurs parents. L'IPE, ce n'est pas l'Aide sociale à l'enfance. D'ailleurs, la circulaire instituant les CDES, datée de 1976, se veut claire :
« la meilleure solution est de laisser le jeune handicapé se développer autant que possible dans son milieu de vie habituel [...]. Il conviendra donc de s'efforcer de le maintenir, grâce à toutes les actions de soutien appropriées, dans sa famille et, s'il est d'âge à y être admis, de le placer ou de le maintenir dans un établissement scolaire normal. C'est seulement en cas de nécessité que l'enfant, au mieux de son intérêt et de celui de sa famille, sera orienté vers un enseignement spécialisé, la révision périodique permettant d'ailleurs sa réintégration en milieu normal²². »
- 15 À lire ces phrases, on est frappé par leur modernité, même si les mots d'aujourd'hui – inclusion, maintien des liens – n'apparaissent pas explicitement. Le maintien de l'enfant dans son milieu familial, notamment, agit comme un puissant frein à un principe ancien, qui consistait à séparer les enfants de leurs parents. Désormais, au moins en principe, le domicile familial est à privilégier et le placement en structure ne doit pas être systématique.
- 16 En 1981, 1983 et 1985, le médecin de l'IPE, les enseignants, les éducateurs d'atelier et les éducateurs spécialisés se livrent donc à divers comptes-rendus à propos de Sébastien, en vue de renouveler sa prise en charge. Certificat médical, bulletin scolaire, rapport social, les regards se croisent pour mesurer les gains d'autonomie, énoncer les attitudes à transformer et le caractère à affirmer. Chacun à leur manière, les professionnels insistent sur la nécessité de cette prise en charge : le médecin par l'intermédiaire d'un court formulaire, les éducateurs de façon plus développée, livrant quelques éléments sur les progrès effectués ou à accomplir, sur le comportement ordinaire ou sur la sociabilité de Sébastien.

- 17 Pourtant, la commission n'est pas la seule qu'il faille convaincre du bienfondé de l'accueil des jeunes hébergés. Les professionnels doivent également s'assurer que les parents sont d'accord pour que leur enfant continue à être accueilli. L'IPE, ce n'est pas le placement en foyer de l'enfance. Ici, nul juge pour ordonner l'éloignement de l'enfant du domicile familial au nom du danger encouru. Au besoin, les parents peuvent réclamer le retour de leur progéniture au domicile. Ils en ont le droit. Ainsi, en 1982, l'alerte est donnée par le médecin de famille, après une rencontre avec Madame Marmin. Celle-ci veut que Sébastien revienne vivre avec elle, mais le médecin de famille a refusé de la soutenir et s'est fendu d'un petit mot à l'IPE, auquel répond son confrère :
- « Cher confrère, Madame Marmin nous a fait part de son souhait de retirer son fils Sébastien de l'IPE (et d'y laisser Régis qu'elle apprécie beaucoup moins). Sébastien aura 13 ans en juin prochain ; il a fait des progrès scolaires mais son niveau (CE2) ne lui permet pas de réintégrer le circuit scolaire normal (trop âgé pour retourner en primaire – pas d'entrée en SES à 13 ans où les admissions se font à 12 ou 14 ans et sont très difficiles à obtenir puisque Sébastien devrait aller au CES où les places sont rares). Son niveau intellectuel limité ne permet pas non plus d'espérer à son âge une évolution scolaire dépassant le niveau du CM. J'ai fait part à la maman de ces difficultés, et elle a accepté d'attendre la date d'échéance de la prise en charge actuelle (juin 1983) pour revoir le problème. On ne pourrait alors envisager que l'entrée en SES ou en classe de CCP. La meilleure solution serait de le laisser à l'IPE pour entreprendre une formation professionnelle à 14 ans, mais elle le refuse catégoriquement car elle s'ennuie trop, seule, chez elle. Elle m'a semblé très dépressive et persécutée. Et on peut se demander où est l'intérêt pour l'enfant de vivre chez elle à temps complet. Le problème sera à revoir l'année prochaine²³. »
- 18 Ce courrier permet de comprendre un indicible de la prise en charge, qui n'est formulé qu'en période de crise : celle-ci se fait non seulement pour permettre l'instruction de Sébastien mais aussi pour le tenir éloigné de sa mère. Les professionnels s'inquiètent du climat familial et de son influence sur l'adolescent. Il ne faudrait pas que Madame Marmin compense son mal-être avec son fils. D'ailleurs, elle ne veut pas de son frère Régis, qui lui cause davantage de tracas ! Pourtant, le problème n'est pas simple pour les professionnels, car Madame Marmin dispose de l'autorité parentale et qu'aucune décision contraignante n'existe. Certes, elle est considérée comme déficiente, mais elle n'est pas sous tutelle ou déclarée handicapée.
- 19 Comment l'empêcher d'obtenir ce retour ? Au vu de l'écrit du médecin, la possibilité que Madame Marmin reprenne son fils est jugée sérieuse, puisqu'une orientation en section d'éducation spécialisée (SES)²⁴ est même envisagée. Pour faire face à cette éventualité, les professionnels cherchent à « calmer le jobard ²⁵ » en demandant à Madame Marmin de repousser sa décision à l'échéance de la prise en charge, soit plus d'une année plus tard. Ils cherchent à façonner son consentement, car ils croient dur comme fer que Sébastien ne peut pas retourner à plein temps chez elle. Cette solide conviction, qu'il vaut mieux l'institution que la famille, constitue alors une conviction commune à la plupart des professionnels lorsqu'ils ont affaire à des familles populaires disposant de faibles ressources économiques et culturelles, à rebours de la circulaire de 1976.
- 20 Le droit à revendiquer son enfant est soumis à divers jugements sociaux et moraux qui s'opèrent en coulisses. En l'occurrence, dans le cas de Madame Marmin, le jugement de classe semble évident. Le regard sur la famille structure la confiance qu'on lui accorde, quand bien même l'enfant a pu passer les dix premières années de sa vie au domicile familial. Malgré le fait que le handicap de Sébastien soit considéré comme inné et peut-

être aggravé par son accident, les professionnels n'évacuent pas la possibilité que le milieu familial puisse avoir eu une incidence sur son développement, raison invoquée pour douter des bénéfices d'un retour au domicile de sa mère.

- 21 Comme dans toute institution qui pratique l'hébergement, on compte donc sur la famille avec modération. Que Sébastien passe les week-ends chez sa mère, soit, d'autant plus que les effectifs professionnels sont restreints les fins de semaine au sein de l'IPE. Mais la mère doit savoir se tenir à l'écart du quotidien de son fils. Elle risquerait de déteindre sur lui et d'empêcher sa progression, que l'IPE se fait fort d'assurer. Ce qui se joue là, c'est donc le rapport complexe des institutions de prise en charge des personnes handicapées avec les familles. En l'occurrence, dans une telle situation, ce ne sont que les prémices de ce qui deviendra, une quinzaine d'années plus tard, une véritable remise en cause du pouvoir de l'institution, à travers notamment les conseils de vie sociale²⁶. Ici, le droit de regard de la mère sur les pratiques professionnelles est réduit à peau de chagrin. On ne lui en laisse pas la place. On attend d'elle qu'elle opine au diagnostic et qu'elle accueille son fils chaque week-end, rien de plus. C'est pourquoi si sa demande d'accueillir à nouveau Sébastien à temps plein est prise au sérieux, elle n'est pas vraiment perçue comme menaçante. Les professionnels en ont vu d'autres et en ont entendu des parents qui affirmaient leurs droits sur leur enfant et qu'il fallait rassurer et convaincre que, pour son bien, il est mieux en institution. Finalement, jusqu'à la fermeture du dossier, cette éventualité ne sera plus jamais évoquée.

Quitter l'institution

- 22 En 1986, Sébastien a 17 ans. Il est en section professionnelle peinture depuis ses 14 ans. 18 ans, c'est la fin de la prise en charge à l'IPE. Où aller ? Doit-il retourner dans sa famille ? Intégrer un centre d'aide par le travail (CAT) ? Il faut trouver une structure qui l'accueillera la semaine, voire un lieu de vie. Pour les professionnels, la sortie d'institution et l'orientation est toujours un moment d'incertitude. Chacun sait que les futurs lieux d'accueil scrutent avec attention les rapports sur le comportement et les capacités des jeunes. Durant les trois trimestres de l'année scolaire 1986-1987, les descriptions de Sébastien évoluent sensiblement. Au premier trimestre, les rapports indiquent :

« **Comportement individuel** : Un peu absent du groupe, Sébastien est un jeune qui recherche systématiquement le contact de l'adulte. Ne possède pas véritablement de camarades parmi les autres jeunes du groupe. Très serviable et aimable, Sébastien est un garçon très agréable à vivre dans le pavillon, devrait quand même prendre ses distances et commencer à "voler de ses propres ailes". Il est très propre, il soigne particulièrement son hygiène.

Activités et loisirs : Sébastien participe avec beaucoup d'entrain à toutes les activités proposées, ainsi qu'à tous les travaux du groupe. Pourtant, il a du mal à se prendre en charge et à s'occuper de lui-même. Apprécie particulièrement le travail du bois. Il a réalisé de très gros travaux sur les meubles du groupe (ponçage, teinture, vernissage), très partant pour tout ce qui lui est proposé, ouvert à toutes les activités.

Comportement social : Sébastien est souvent à l'écart du groupe de par sa timidité et son manque de présence physique. Il se situe systématiquement à proximité d'un adulte ou éventuellement d'un autre jeune très calme. Gentil et doux de nature, Sébastien évite tout conflit avec qui que ce soit²⁷. »

- 23 Puis, au deuxième trimestre, la description évolue :

« **Comportement individuel** : Sébastien est un jeune qui entretient ses affaires avec soin. Il assume ses ménages d'une façon sérieuse et ordonnée ; en cela, c'est un garçon d'une autonomie totale. D'autre part, il est capable d'initiatives et de remarques judicieuses.

Activités et loisirs : Sébastien est un garçon qui accomplit énormément de travaux dans le groupe. Il est toujours très disponible. Il est à l'écoute et partie prenante des différentes activités et loisirs proposés.

Comportement social : Sébastien a maintenant pris sa place dans le groupe d'adolescents. Il a quelques copains. Il est très à l'écoute de l'adulte. Sa timidité s'est légèrement atténuée et cela grâce à la confiance et la bonne ambiance qui règne dans le groupe. Il devrait être capable maintenant de s'affirmer beaucoup plus car il a des choses intéressantes à dire²⁸. »

- 24 Enfin, lors du troisième trimestre, les appréciations changent plus encore :

« **Comportement individuel** : Sébastien est un jeune adolescent consciencieux, autonome dans sa présentation et dans les tâches collectives.

Activités et loisirs : Ce trimestre, Sébastien a affirmé sa personnalité dans les activités et loisirs, car il a su verbaliser ses désirs et prendre des initiatives dans la préparation de ses occupations.

Comportement social : Sébastien est reconnu et respecté de tous. Il gère ses relations d'une façon anonyme mais qui néanmoins reste sincère. Il cherche des relations qui sont généralement en correspondance à son caractère, c'est-à-dire d'un naturel calme²⁹. »

- 25 En quelques mois, Sébastien semble avoir accompli d'importants progrès, en matière d'autonomie notamment. A-t-il changé à ce point ? On peine à le penser. L'hypothèse la plus probable est que les deux éducateurs cherchent à le présenter sous son meilleur jour. Tous deux savent ce qui compte : un jeune présenté comme trop mou ou trop agité, ce sont des portes qui risquent de se fermer. Certains documents ont une « carrière³⁰ » susceptible d'influer sur le devenir de l'usager. Dans les institutions du social, si l'on est partagé sur la valeur à accorder aux écrits venant d'ailleurs³¹, il est indéniable qu'au moment de choisir le « bon » résident, leur importance est capitale. Sous nos yeux, Sébastien se transforme donc pour devenir moteur, il incarne l'adolescent modèle, capable d'initiative.
- 26 Toutefois, ces écrits ne rendent pas simplement compte des stratégies d'écriture déployées par les travailleurs sociaux en vue d'agir sur des lecteurs. À travers eux, on observe aussi, au ras des pratiques, comment des politiques sociales sont mises en œuvre et quelles compétences elles promeuvent. À travers ces documents, on comprend ainsi qu'on n'attend pas seulement d'un jeune qu'il soit docile et qu'il ne fasse pas de vague, on souhaite aussi et surtout qu'il prenne des initiatives et se montre autonome. En ce sens, ces écrits traduisent les préoccupations d'une époque – les années 1980 – charnière en matière de politiques sociales. C'est en effet à partir de cette période que l'État compensateur s'estompe peu à peu pour laisser place à une conception de l'action publique qui se veut davantage incitatrice et mobilisatrice. Dans le handicap, ce processus, qui n'a cessé de se renforcer depuis, se fait notamment au nom de « l'inclusion » et de l'accès aux droits pour tous. C'en est fini du regard misérabiliste, les personnes handicapées ont elles aussi le droit de revendiquer l'accès au travail, à l'école, aux transports, aux bâtiments publics³². La contrepartie consiste en une exigence accrue à leur égard, puisqu'il s'agit de les rendre actives. Certes, les exigences se veulent à la hauteur des capacités et il ne s'agit pas de demander à Sébastien d'aller travailler dans une entreprise classique. Toutefois, la mise en avant de certaines capacités d'action (initiative, autonomie, affirmation de soi) fait écho à un

« processus de promotion de l'individu³³ » qui n'a cessé de s'intensifier ces dernières années.

- 27 En 1987, d'un point de vue formel, on est encore loin de la mise en place d'outils tels que le projet individuel, qui ne sera formalisé qu'une quinzaine d'années plus tard³⁴. Toutefois, cette conception de l'action à l'égard des publics du social n'est pas apparue soudainement, elle a lentement mûri dans les années qui ont précédé, avec la mise en avant de la cité « par projets³⁵ ». Ainsi, la description qui est faite de Sébastien, notamment durant ce dernier semestre, recoupe des processus plus généraux et globaux.

Conclusion

- 28 À travers ce dossier, nous accédons aux relations entre les professionnels et les familles et à la manière dont celles-ci sont perçues, en partie façonnées par leur milieu social. En suivant les théories de l'intersectionnalité³⁶, il apparaît que, dans la prise en charge d'un enfant handicapé, les rapports de pouvoir s'accroissent lorsque celui-ci et sa famille appartiennent aux franges les plus précaires de la hiérarchie sociale. Dans le cas présent, les faibles ressources sociales et culturelles de la mère contribuent grandement à construire son incapacité supposée ainsi que la nécessité de la tenir éloignée du quotidien de son fils. L'écriture professionnelle produit ainsi une mise à distance des êtres pris en charge et de leurs proches, que l'ampleur de la distance sociale contribue à renforcer.
- 29 L'écriture sur autrui place les acteurs professionnels en extériorité vis-à-vis des personnes accueillies et de leurs proches, attribuant des causes à leurs façons d'être et de penser, rendant compte de leur incompréhension à l'égard de conduites scrutées quotidiennement. L'étrangeté se loge là, dans ce regard minutieux porté sur les faits et gestes des individus, qui dérogent toujours aux règles et aux attendus de l'institution. Toutefois, l'étude de ce dossier montre que l'écriture peut aussi être influencée par la carrière du résident, soudain transformé au niveau scriptural en une personne qui répond aux attendus de l'institution et qui rejoint, l'espace d'un rapport, les rivages de la « normalité ».
- 30 Le dossier est une machine à mots au croisement du singulier et du social. Singulier car, en fonction des anfractuosités, des événements et des inattendus, chaque dossier diffère et donne lieu à un agencement particulier ; social car les descriptions que l'on y trouve sont le reflet d'une ambiance sociale et de manières de penser et d'écrire qui parcourent tout un champ professionnel et s'avèrent, à un moment donné, des pratiques acceptables. En l'occurrence, outre la distance sociale avec les individus pris en charge, ce dispositif d'écriture donne accès à des manières de penser et de faire l'action publique. Dans le cas présent, à travers le dossier de Sébastien, deux conceptions du handicap émergent : l'une, classique, est axée autour de la déficience et de la protection ; l'autre, plus récente, est tournée vers l'autonomisation des personnes et la mise en avant de leurs capacités.

NOTES

1. En 1984, un texte enfonce un coin dans l'entre-soi professionnel, mais il concerne la protection de l'enfance. Dans le domaine du handicap, cet état de fait s'est prolongé au moins jusqu'à la loi du 2 janvier 2002, qui a amorcé l'accès au dossier pour les usagers.
2. LAE J.-F., *Les nuits de la main courante. Écritures au travail*, Paris, Stock, 2008.
3. Les biographies diffèrent selon l'espace à partir duquel elles sont rédigées : médical, professionnel, familial, etc. Voir HAHN A., « Contribution à la sociologie de la confession et autres formes institutionnalisées d'aveu (Autothématisation et processus de civilisation) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, juin 1986, p. 54-68.
4. VINCENT M., « L'industrie textile en 1970 », *Économie et statistique*, n° 28, septembre 1971, p. 11-19.
5. DAUMAS J.-C., *L'amour du drap : Blin & Blin, 1827-1975*, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.
6. Réalisé par Marin Karmitz en 1972, le film *Coup pour coup* témoigne de cette réalité dans une usine textile normande : dans l'atelier, uniquement des femmes, les hommes sont contremaîtres, comptables et bien sûr patron. D'une manière générale, le textile employait une main-d'œuvre peu qualifiée, qui représentait encore plus de 80 % des effectifs totaux en 1969. Voir VINCENT M., art. cité, 1971.
7. RABIER J.-C. et BOUSSEMART B., « Évolution des caractéristiques de la main-d'œuvre et transformations du processus de production dans l'industrie textile du Nord-Pas-de-Calais », *Hommes et Terres du Nord*, 1984/2, p. 66-72, p. 70.
8. *Ibid.*, p. 70.
9. Demande d'attribution de prestations supplémentaires ou de secours, 14 octobre 1980, p. 145 du dossier.
10. Notes prises le 30 novembre 1981, p. 154 du dossier.
11. Notes manuscrites prises par un médecin en juin 1979, p. 194 du dossier.
12. Notes prises le 23 janvier 1986 (auteur inconnu), p. 151 du dossier.
13. Rapport d'examen médical du 17 mai 1979, p. 147 du dossier.
14. Inflammation du péricarde, enveloppe qui entoure le cœur.
15. Fait de se ronger les ongles de façon outrancière.
16. Il s'agit d'échelle permettant de mesurer l'intelligence et la performance des individus. La plupart ont depuis été modifiés.
17. Terme savant qui désigne le retard mental.
18. Fiche médicale du 17 mai 1979, p. 147-148 du dossier.
19. Les CAT sont devenus des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) avec la loi du 11 février 2005.
20. Loi n° 75-534 du 30 juin 1975.
21. BLANC A., *Sociologie du handicap*, Armand Colin, 2015, p. 98.
22. Circulaire n° 76/156 et n° 31 du 22 avril 1976. Ce texte précise la façon dont la loi du 30 juin 1975 devait s'appliquer. Il confère notamment aux CDES un rôle primordial dans la mise en œuvre des principes de la loi.

23. Lettre dactylographiée, 1^{er} décembre 1981, p. 152 du dossier.
24. Les classes SES ont été depuis remplacées par les Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).
25. GOFFMAN E., « Calmer le jobard », dans *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.
26. LAE J.-F., *op. cit.*, 2008. Créé par la loi du 2 janvier 2002, le conseil de vie sociale est une instance qui se réunit à intervalles réguliers et qui est destinée à promouvoir la participation des personnes accueillies dans la vie quotidienne de la structure. Seules les structures avec hébergement ou accueil de jour en continu doivent en être obligatoirement dotées.
27. Observation trimestrielle à l'internat, p. 37.
28. Observation trimestrielle à l'internat, p. 36.
29. Observation trimestrielle à l'internat, p. 35.
30. MEEHAN A. J., « Record-keeping practices in the policing of juveniles », *Urban Life*, vol. 15, n° 1, avril 1986, p. 70-102.
31. ASTIER I., *Revenu minimum et souci d'insertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
32. D'ailleurs, en 1976, on parle encore des « handicapés » ; puis on a parlé de « personnes handicapées » et l'expression est aujourd'hui « personne porteuse d'un handicap », afin de ne pas réduire l'individu à sa déficience.
33. CASTEL R., *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009, p. 26.
34. Par la loi du 2 janvier 2002.
35. BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « Nrf essais », 1999.
36. CRENSHAW K. W. et BONIS O., « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, 2005/2, n° 39, p. 51-82.

RÉSUMÉS

Entrer en institution, c'est prendre pied dans une véritable « machine à écrire » qui scrute les comportements, définit les déviations et ne cesse de produire de l'étrangeté. À partir du dossier confectionné dans une institution pour personnes handicapées pour un jeune homme d'origine populaire que nous appelons Sébastien, nous interrogeons la façon dont sa trajectoire individuelle est façonnée par des prises d'écriture qui l'objectivent et en font, lui et sa famille, des sujets de papier. Trois moments principaux, objets d'intenses pratiques d'écriture, sont approfondis : l'entrée, le maintien et la sortie de l'institution. Durant la première étape, le jeune homme et sa mère sont décrits comme des êtres étranges, uniquement perçus sous l'angle des défaillances et des incapacités ; durant la seconde, la demande maternelle du retour de l'enfant à son domicile est jugée impossible par les professionnels, qui se basent sur les capacités supposées

limitées de la mère ; enfin, la sortie donne lieu à une transformation scripturale rapide de Sébastien, afin de le présenter comme le « bon » pensionnaire, répondant aux critères des institutions susceptibles de l'accueillir après sa majorité.

Entering an institution means that one's life becomes subject to professionals who examine behaviour, identify deviances and produce strangeness. Drawing on the personal record kept during the stay of a working-class teenager – whom we call Sébastien –, in an institution for disabled children, this article analyses the way personal trajectories are shaped by professional writing practices, which also concern the family. Three principal moments in this institutional trajectory are identified in this article: the entry, the maintaining and the exit from the institution. During the first step, the teenager and his mother are described as strange beings, who cumulate failures and incapacities. During the second step, the mother's request to retrieve her son is judged impossible by the professionals based on their assessment of the woman's capabilities; during the third step, while Sébastien has to leave the institution, he's suddenly described as a young man who meets all the requirements follow-up welfare institutions will place upon him.

INDEX

Mots-clés : justice des mineurs, dossiers de jeunes, récit de vie, handicap

Keywords : juvenile justice, case files, life story, disability

AUTEUR

FABIEN DESHAYES

Maître de conférences au sein du département Carrières sociales option éducation spécialisée de l'IUT Ville d'Avray Nanterre.